

Anticiper plutôt que subir

Après trois ans de discussions avec les élu.es, les acteurs économiques et sociaux, et les citoyens, le Conseil régional s'est réuni en session à Brest le 28 novembre pour adopter son **SRADDET**, (*Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires*), prévu par la loi NOTRe.



Inventer la Bretagne de 2040

Ce document de planification, comportant des orientations, des objectifs mais aussi des règles, sera ensuite soumis à une enquête publique, avant d'être définitivement adopté et applicable fin 2020. Unique et transversal, ce document réunit en un seul cinq schémas régionaux préexistants portant sur les déchets, le climat, l'air et l'énergie, la biodiversité, les transports.

Toutes les régions doivent adopter leur SRADDET. Mais la Bretagne a décidé d'aller au-delà avec la Breizh COP qui a pour ambition d'imaginer la Bretagne de 2040.

Parmi les engagements pris par les élu.es de la Région Bretagne on peut citer notamment l'objectif de Zéro artificialisation des terres agricoles et naturelles, à horizon 2040. Mais aussi l'inconstructibilité des trames verte et bleue ou la prise en compte dans les projets d'aménagement de la ressource en eau.

«**Nous ne faisons pas des schémas pour embêter certains ou pour nous faire plaisir**», a insisté Gwenegau Bui. «**Il s'agit d'un socle pour mieux vivre ensemble en Bretagne, au XXI^e siècle. Face aux défis que nous devons relever, comme le changement climatique ou le développement de l'intelligence artificielle, nous ne réagissons pas tous de la même manière. Certains ont des réflexes de guerre et érigent des murs dont le ciment est la haine des autres**

et le repli. D'autres ferment les yeux et se disent qu'avec un peu de chance on pourra passer entre les gouttes. D'autres, encore, préconisent le retour à la nature et le rejet de la science. Nous, nous avons choisi de parier à la fois sur une prise de conscience collective des citoyens et sur des décisions politiques fortes, qui s'appuient sur une concertation. Parce que les enjeux sont complexes, nous avons la conviction que nous devons prendre le temps de la consultation et de l'écoute et que tout doit bouger en même temps. La sobriété que nous défendons n'est pas synonyme d'austérité.»

Au cours de cette session, deux des six engagements Breizh COP portés par la Région, sur le « bien-manger pour tous » et les transitions climat-énergie ont été adoptés. Ces deux feuilles de route fixent, dès à présent, les objectifs à mettre en œuvre pour faire évoluer les politiques régionales dès le budget 2020 et davantage encore dans les suivants.

C'est bien parce qu'il est préférable de préparer que de subir que la région Bretagne a décidé de ne pas se limiter à une obligation légale qui aurait pu se transformer en exercice administratif fastidieux et a préféré faire le pari de l'intelligence collective pour mobiliser toutes les forces vives de la Région.



Godillots

À quoi servent les député.es du Finistère? On est en droit de se poser la question après les événements qui se sont déroulés le week-end dernier dans notre département. La quasi-totalité des pompes à essence se sont retrouvées à sec et pas un d'entre eux ne s'est exprimé.

Déjà l'année dernière les professionnels du BTP avaient obtenu l'abrogation d'une disposition visant à supprimer l'avantage fiscal sur le GNR (Gazole Non Routier).

Pour Einstein la folie consiste à faire toujours la même chose en pensant obtenir des résultats différents. Et qu'on fait les députés de la majorité? Ils ont revoté la suppression de l'avantage fiscal. Mais pas un n'a eu le courage d'expliquer cette abrogation, de prendre l'opinion publique à témoin pour justifier leur décision. Non. Ils ont déserté. Ils n'ont pas perdu la bataille: ils ne l'ont même pas menée. Quand on sait qu'ils ont tous été désignés par une commission présidée par Jean-Paul Delevoye, on peut légitimement s'inquiéter quand ce dernier nous demande de lui faire confiance maintenant qu'il est en charge de la réforme des retraites.

PS29

Les mairies moteurs de nos transitions

Toutes les listes municipales font figurer la transition environnementale en tête de leurs priorités. Toutes. Même celles d'Extrême-droite. Mais au-delà des discours, que peuvent faire, concrètement, les élu.es municipaux de gauche ? C'est la question que se sont posés les socialistes du Finistère, réunis en Conseil fédéral le 30 novembre. Forough Salami, présidente du Conseil fédéral, avait pour l'occasion invité deux experts du développement durable : Romain Rollant et Renaud Layadi, auteur du livre *Le développement durable un projet pour la Bretagne*.



Le 30 novembre à Brest

Les campagnes municipales sont à bien des égards inédites. Un chat n'y retrouverait pas ses petits tant les discours peuvent sembler identiques. Les repères sont tellement brouillés que pour la première fois, ce n'est pas le premier tour qui sera décisif mais le second puisque plusieurs hypothèses d'alliances sont envisageables lorsque les têtes de listes du parti présidentiel peuvent nouer des alliances en fonction de l'arithmétique électorale et non de la cohérence des projets.

«L'urgence écologique pour tous.»

Pour Romain Rollant la prise de conscience environnementale ne date pas d'aujourd'hui. Dès les années 70, René Dumont avait alerté les électeurs. **« Mais ce qui est vraiment nouveau et inédit, c'est l'urgence d'agir. »**

Vers quoi allons-nous ? Pour Renaud Layadi, les conclusions des sommets du Giec, qui se déroulent tous les deux ans, sont en-dessous de la réalité car les experts font preuve d'une extrême

prudence pour éviter de prêter le flanc aux critiques des climato-sceptiques.

Le premier constat est factuel. En dépit des accords de Paris les émissions de gaz à effet de serre dans le monde sont passées de 35 gigatonnes en 2015 à 37,1 en 2018. Cette progression intervient partout sauf en Europe où elles baissent de 23 %.

Elles progressent aussi en Chine, même si ce pays réalise des efforts très importants et ambitionne, rien de moins que, de mettre la main sur le marché de la voiture électrique.

Cette augmentation est d'autant plus inquiétante qu'elle intervient à un moment où les climato-sceptiques ont le vent en poupe dans de nombreux pays et non des moindres comme les États-Unis de Trump, bien sûr, mais aussi le Brésil de Bolsonaro, l'Australie et la Russie. En effet, si les conséquences du réchauffement climatique peuvent avoir des conséquences dramatiques, en Afrique, en Europe et dans toutes les îles, elles peuvent être considérées d'un bon œil par Moscou qui y voit une opportunité de développer son agriculture sur des territoires, aujourd'hui, recouverts par les glaces et donc inexploitable.



Romain Rollant

Les accords internationaux prévoient de limiter le réchauffement à 1,5°. Mais les dernières estimations tournent plutôt autour de 2 à 4,5° voire entre 3 et 7° à l'horizon 2100. Et il faut considérer ces projections à l'échelle du globe. Or, les deux tiers de la surface de la planète sont recouverts par les océans ce qui signifie que les pics de chaleurs seront bien plus importants dans les terres.

La surface recouverte par les glaces est passée de 7,5 millions de km² dans les années 90 à 4 millions en 2019.

Cette fonte des glaces aura des répercussions sur le niveau de la mer. Les études ont longtemps prévues une élévation de 10 à 20 cm. Puis, les scientifiques ont annoncé une quarantaine de centimètres. Et, un rapport publié le 25 septembre annonce maintenant 80 cm voire 1,1 mètres !



Renaud Layadi

Ces études ne tiennent pas compte de phénomènes qui pourraient, très rapidement accélérer et amplifier la tendance. En effet, on commence à constater en Sibérie le phénomène des « forêts saouïles ». De quoi s'agit-il ? D'immenses forêts boréales, constituées de résineux s'étendent sur des surfaces gelées. Les racines sont tenues par la glace. Mais si elle fond, les arbres sont fragilisés. Des vents forts peuvent les déraciner. Ce bois mort ne produit bien sûr plus d'oxygène et représente un combustible facilement inflammable.

«Avec les citoyens.»

Pour l'ensemble des intervenants, la prise de conscience de la jeunesse est un élément fondamental à prendre en compte. Plus généralement, rien de pourra se faire sans la mobilisation de l'ensemble des citoyens. Naturellement, les services municipaux doivent être exemplaires en matière de sobriété énergétique. Pour se faire, les communes disposent de plusieurs leviers : d'abord effectuer un suivi de la consommation énergétique et fixer des objectifs de sobriété. Ensuite, instituer, à l'image des débats d'orientation budgétaire, des débats d'orientation climatique avant le vote des budgets. Enfin, les élu.es doivent, pour tout projet, se poser la question de sa consommation énergétique.

Pour Romain Rollant, il faut revenir aux principes de la gauche pour répondre

aux défis qui nous sont posés : le collectif contre l'individualisme, l'universalisme contre le nationalisme. Concrètement, cela passe par un soutien des municipalités aux initiatives citoyennes dans le domaine de l'économie circulaire qui consiste à recycler mais aussi réparer les équipements.



Donner aux collectivités les moyens d'agir

L'agriculture aussi doit engager sa transition. Sauf que... les conditions, aujourd'hui, ne sont pas totalement réunies pour qu'elle s'engage dans cette voie. Chacun sait qu'il est urgent de réduire la production de viande surtout avec notre modèle qui consiste à concentrer un grand nombre d'animaux

nourris au soja venant de l'autre côté de l'Atlantique.

«**Les villes n'occupent que 2% de la surface du globe mais représentent 80% des émissions de gaz à effet de serre**» a rappelé le nouveau secrétaire fédéral Tristan Foveau.

Pour Yohann Nédélec, la question de la densification de l'habitat doit être posée. Car souvent, ceux qui refusent l'étalement urbain sont aussi ceux qui refusent de densifier. À cette difficulté s'ajoute la faiblesse des moyens financiers à cause des contraintes imposées par le gouvernement qui plafonne à 1,2% les dépenses de fonctionnement des collectivités les plus importantes.

Pour les transports, la sécurisation des pistes cyclables est indispensable si on veut développer l'usage du vélo.

De nouvelles technologies apparaissent et les municipalités peuvent soutenir les initiatives qui se développent autour de nouvelles batteries capables de stocker l'énergie électrique produite par des panneaux photovoltaïques.

Pour Nathalie Sarrabezolles les Municipales seront importantes mais pas suffisantes. Toutes les collectivités doivent se mobiliser. En ayant choisi l'environnement comme thème de l'année 2019, le Conseil départemental l'avait déjà bien compris. Il existe une multitude d'expériences qu'il faut maintenant fédérer.



Fédérer les initiatives

Plus que jamais, la formule de Pierre Mendès-France «**Gouverner, c'est prévoir**» prend tout son sens. Les équipes municipales qui seront élues en mars auront la responsabilité d'inventer les conditions pour des transitions synonymes de progrès pour tous.

En savoir plus

Grenelle des violences



Quelques jours après l'annonce des mesures adoptées par le gouvernement dans le cadre du Grenelle des violences conjugales, Catherine Huon et Rachel Nicolas ont fait part de leur déception.

Une partie des mesures figurent déjà dans les textes depuis le dernier quinquennat ou dans la convention d'Istanbul ratifiée en 2014, comme l'ouverture du 3919 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Le budget alloué est nettement insuffisant. Les 230 000 femmes victimes de violences conjugales chaque année en France n'auront que 1 000 places d'hébergement supplémentaires. Alors que le gouvernement socialiste espagnol

consacre 1 milliard à la lutte contre les violences sexistes, la France n'en annonce que 360 millions. Or, une politique non financée est une politique non appliquée.

Pour Catherine Huon, il faut également insister sur l'absence de mesures éducatives qui doivent pourtant être à la base de la lutte contre les violences sexistes. Le respect doit s'apprendre dès le plus jeune âge et durant toute la vie.

BREIS



Bien avant que le Parti Socialiste ne se dote d'unions régionales, les socialistes bretons avaient montré la voie en créant, au mois de septembre 1973, le Bureau Régional d'Études et d'Information Socialiste (BREIS).

Cet outil, au service de tous les socialistes bretons doit se renouveler. Les premiers secrétaires fédéraux bretons s'accordent sur cette volonté.

Arnaud Platel, secrétaire fédéral au projet, et Forough Salami ont, avec leurs homologues des autres fédérations bretonnes, travaillé à la rédaction de nouveaux statuts. «*Tout en rappelant notre appartenance au PS nous voulons permettre aux socialistes bretons d'avoir une expression originale. Nous voulons aussi que le BREIS puisse s'ouvrir au-delà du PS à des militants associatifs ou syndicaux qui pourraient apporter leur expertise*», a expliqué Arnaud Platel. Et, faisant fi des délimitations administratives, le BREIS va travailler avec la fédération de Loire Atlantique du Parti Socialiste.

Secrétariat fédéral

Suite au départ du secrétariat fédéral, pour raisons professionnelles, de François-Marie Cailleau et de Mélanie Thomin, Yohann Nédélec a annoncé au Conseil fédéral qu'ils seraient remplacés par Tristan Foveau (en charge des élections) et Olivier Berthelot (animation des sections).

7 décembre

14h30 : Formation sur le financement de la campagne des Municipales, pour les communes de moins de 9 000 habitants, au local du PS à Châteaulin.
Inscriptions : 02 98 43 41 79 ou fede29@wanadoo.fr

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1291 - Vendredi 6 décembre 2019
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP



UE : le moment de vérité

Éric Andrieu

Après plusieurs mois de discussions, la nouvelle Commission vient d'entrer en fonctions. Mais ce mandat débute sous de bien sombres auspices, comme nous l'explique le député européen Éric Andrieu.

Cap Finistère : Comment le groupe socialiste au Parlement européen aborde-t-il la nouvelle mandature ?

Éric Andrieu : Le groupe social-démocrate (Socialist and Democrats), avec 154 parlementaires, constitue la deuxième force du Parlement, après les conservateurs du PPE et devant les libéraux de Renew. Notre groupe a été renouvelé à plus de 55%. Il a donc fallu que les nouveaux députés découvrent le Parlement et trouvent leurs marques. Nous avons également changé de président et c'est désormais Iratxe García, du PSOE espagnol, qui est à notre tête, en remplacement d'Udo Bullmann du SPD allemand. Cela est révélateur d'une évolution du rapport de force au sein du Parti des Socialistes Européens. Même si notre délégation nationale est sortie affaiblie du dernier scrutin, j'ai été élu vice-président du groupe en charge de la question du budget.

Nous avons la volonté de mettre en place les conditions d'un travail constructif et de définir une ligne politique commune à l'ensemble du groupe, composé de socialistes et de sociaux-démocrates, en lien avec les sept commissaires européens de notre sensibilité. Mais nous sommes conscients que les conservateurs et les libéraux sont en position de force : aucun de nos commissaires n'a vraiment les coudées franches et on a bien vu dans la répartition des top jobs (présidence du Parlement, de la BCE, etc.) que la droite et les libéraux sont en position de force dans les institutions de l'UE.

Cap Finistère : Le Parlement a-t-il renforcé sa légitimité en refusant certaines candidatures de commissaires ?

Éric Andrieu : Non, je ne suis pas sûr qu'on puisse le dire. Je crois que personne ne sort gagnant de cette procédure de désignations. Le mandat que nous entamons va être complexe. Les trois principaux acteurs de la politique européenne sont affaiblis. Si on regarde objectivement les choses que voit-on ? Un conseil sans ligne claire qui n'a plus les moyens de ses ambitions. Emmanuel Macron n'a pas compris la logique de la démocratie européenne. En proposant la candidature de Sylvie Goulard, qui a logiquement été refusée par le Parlement, il a abîmé son image sur la scène européenne. Mais pire, il a également fragilisé le couple franco-allemand. Et qui en profite ? Viktor Orban et ses amis ! Évidemment, dans ces conditions, la

Commission ne dispose pas d'une forte légitimité puisqu'elle a été nommée par le conseil et qu'Ursula von der Leyen n'a été élue qu'avec neuf voix d'avance. Et enfin, le Parlement est explosé. Personne ne dispose de la majorité. Il faudra, par conséquent, passer des compromis permanents et nous devons prendre garde de ne pas faire trop de concessions.

Cette situation est d'autant plus grave qu'elle intervient précisément à un moment où l'Union européenne devrait s'affirmer sur la scène internationale face à des pays comme la Chine, les États-Unis, la Russie, le Brésil qui eux, parlent d'une seule voix et envisagent l'avenir sur le très long terme avec une idée bien précise de leurs objectifs et de leurs intérêts.

Cette situation est d'autant plus grave qu'elle intervient précisément à un moment où l'Union européenne devrait s'affirmer sur la scène internationale face à des pays comme la Chine, les États-Unis, la Russie, le Brésil qui eux, parlent d'une seule voix et envisagent l'avenir sur le très long terme avec une idée bien précise de leurs objectifs et de leurs intérêts.

Cap Finistère : Quels sont les principaux dossiers que doit traiter la nouvelle Commission ?

Éric Andrieu : La question budgétaire me paraît la plus importante et celle qui va provoquer le plus de tensions. Parce que tout en découle. L'Union européenne va devoir relever de nouveaux défis climatiques, migratoires et de défense ou de sécurité. Tout en poursuivant ses anciennes politiques, notamment agricoles ou de cohésion sociale qui représentent à elles deux environ 60% de son budget. Or, l'Union européenne ne dispose quasiment pas de ressources propres et dépend du bon vouloir des États qui, comme on l'a vu, n'arrivent pas à s'entendre. Aujourd'hui, la participation des États est fixée à 1% de leur PIB. Nous estimons qu'elle devrait être, au moins, de 1,3%. La Commission propose, pour les années à venir, 1,1%. C'est autour de ces chiffres que vont s'engager les débats qui ne manqueront pas d'être rudes. Si nous voulons avoir les moyens de nos ambitions il est indispensable que l'Union européenne puisse disposer d'un budget conséquent. Nous allons donc nous battre pour parvenir aux 1,3% du PIB mais aussi pour que l'Union se dote de ressources propres, notamment en taxant les multinationales qui réalisent des profits sur le territoire de l'UE. Cela permettrait, bien sûr, de financer des investissements dans les domaines de l'environnement ou de la défense, mais cela permettrait également à l'Union de ne plus être totalement dépendante des États. Les élus sociaux-démocrates sont prêts à bloquer les institutions si la Commission ne révisé pas sa proposition à la hausse.

Cette bataille pour le budget sera déterminante pour l'avenir de l'UE.

